

tous les amateurs de la S.D.N. et des sanctions l'ont quitté (1). L'Union resterait, évidemment, partisan d'un comité s'il voulait dénoncer sans équivoques le front populaire, la défense de l'U.R.S.S., la défense nationale et s'il voulait organiser des mouvements de minorités dans la C. G. T.. Puisque cela est impossible, l'Union quitte le comité d'organisation. Mais pourquoi donc y est-elle entrée ?

Il est un temps pour toute chose ; bientôt l'Union commença à atténuer sérieusement « le danger imminent du fascisme ». Dans le n° 18, de « l'Internationale », elle écrira que, devant la grande trahison du front populaire, un seul dilemme subsiste : abattre le régime et se sauver ou laisser faire et se perdre. En outre, nous avons déjà dit, ajoutera-t-elle, « que nous ne considérons pas les Croix de Feu comme un danger immédiat menaçant de réaliser la révolution fasciste ». Bien sûr, nous n'en n'avons jamais douté. Mais avouons que, comme analyse, cela est très peu sérieux, même lorsque, après cette affirmation, on continue à demander aux ouvriers de lutter pour des « milices ».

Pour le conflit italo-abyssin, la position de l'Union sera quelque peu équivoque dans le n° 17 de l'« Internationale », un peu moins dans le n° 18, mais dans son ensemble circonstanciel. En premier lieu, dira-t-elle, sans vouloir prendre la défense du Négus, il aurait fallu empêcher toute intrusion (?) des puissances impérialistes dans les affaires éthiopiennes. Mais, bien entendu, le problème de l'indépendance abyssine est secondaire du fait qu'elle est un pion de la lutte impérialiste. Donc, c'est seulement dans la mesure où, selon les thèses du IIe Congrès, s'effectue une lutte « nationale-révolutionnaire », que les communistes doivent donner leur appui. Expliquant sa pensée, l'Union dira que les communistes français ont eu raison de soutenir les Rifains parce que ces derniers ne reçurent pas de soutien d'Etats capitalistes, si ce n'est d'une façon commerciale, clandestine et sans danger évident pour les indigènes.

Dans le numéro suivant de « l'Internationale », le problème de « l'intrusion » ne sera plus posé par l'Union qui se contentera d'invoquer les particularités du conflit abyssin pour rejeter l'appui au Négus, à la S.D.N., aux sanctions au fascisme.

Que les camarades de l'Union nous permettent une remarque : d'après cette théorie circonstancielle, ils n'auraient pas dû appuyer le statu quo en Sarre où matériellement il s'agissait d'entrer dans le jeu des brigands impérialistes opposés. Mais l'Union a une conception particulière de la logique politique... Pour ter-

miner ce bref aperçu des positions de l'Union Communiste, nous ajouterons que celle-ci a rejeté la défense de l'U.R.S.S. et que les derniers numéros de « l'Internationale » parlent de la constitution de la bureaucratie soviétique en une nouvelle bourgeoisie. C'est, évidemment, une thèse défendable, mais pourquoi la présenter comme une constatation découlant tout naturellement des positions antérieures de l'Union, alors que cette dernière est partie de conceptions qui auraient dû la pousser à de toutes autres conclusions ? Et pourquoi, après avoir crié au fascisme imminent depuis février 1934, l'Union présente-t-elle comme une chose normale sa position de novembre 1935 quand elle écrit que : le Front Populaire sert actuellement trop bien la bourgeoisie pour qu'elle risquer une aventure Croix de Feu ? Pourquoi ne pose-t-elle plus le dilemme « révolution ou fascisme », mais « révolution ou laisser-faire », c'est-à-dire avoir confiance dans le Front Populaire, donc s'enchaîner à la bourgeoisie, accepter le drapeau tricolore, etc...

Nous pouvons maintenant tirer les conclusions politiques de notre examen de l'évolution et des positions de l'Union Communiste. S'agit-il d'un courant dans lequel se retrouve le langage de classe spécifique au prolétariat français ? S'il faut en juger d'après ses diverses conceptions, elle représente encore les derniers échos du tritskisme, alors que ses tentatives pour s'en débarrasser, aussi malhabiles qu'elles puissent être, nous semblent être un premier pas vers plus de clarté. Ce qui empêche pourtant l'Union de s'affirmer comme le noyau marxiste où se retrouve la conscience de classe des ouvriers, c'est le fait essentiel qu'en son sein ne s'affirment pas les préoccupations idéologiques qui, en France, ont donné naissance à une multitude de courants. Au lieu de se pénétrer de cette vérité primaire qu'un groupe communiste s'affirme pour autant qu'il s'avère capable de résoudre les problèmes révolutionnaires du prolétariat qui lui donne vie, l'Union a sans cesse préconisé les « rassemblements », symboles de confusion et de mystification.

Pour nous, l'important doit être, non en premier ordre la délimitation de nos propres divergences avec l'Union, mais l'établissement de discussions entre les différents groupes communistes et politico-syndicaux français, afin que, par ce chemin, puisse se faire jour un courant se sélectionnant au point de vue des idées et des hommes, courant capable d'apporter sa propre contribution au prolétariat mondial. L'Union représente incontestablement le groupe le plus évolué de tous ceux qui gravitent, pour le

moment, au sein du prolétariat français. Elle pourrait, évidemment, prendre l'initiative d'un tel travail. Mais elle ne pourrait logiquement le proposer que pour autant qu'elle établisse son propre bilan. A-t-elle définitivement brisé avec les conceptions de sa première période où elle était trotskiste « non-entrisme » ? Veut-elle toujours « amender et corriger » le trotskisme comme dans sa dernière période ? Et, enfin, veut-elle en finir avec ses zig-zags, son indétermination, ses « rassemblements » ? Pour affronter une discussion sérieuse, l'Union devrait revoir, à la lueur des dernières expériences en France, ses positions sur la démocratie, le front unique, l'unité syndicale ou au moins admettre qu'une discussion s'engageât dans cette direction. Qu'elle se dise bien que ses faiblesses, ses incohérences, ses contradictions ont à leur source le fait qu'elle est un pâle aspect, et encore unilatéral, de grands remous sociaux qui ont bouleversé le monde et traversé la France. Pour justifier ses prétentions d'avant-garde, l'Union a encore à exprimer le programme de la lutte

du prolétariat français. Et elle est loin de se mettre dans les conditions pour y arriver.

Pour prendre un dernier exemple, l'Union assistera, à titre consultatif, à la constitution du parti trotskiste orthodoxe (?). Elle veut mettre en garde les trotskistes contre une tentative prématurée. Nous étions en droit de croire qu'après ses tribulations, l'Union avait rompu avec la nouvelle gauche S.F.I.O. Il n'en serait donc rien, puisqu'elle éprouve le besoin de la « mettre en garde ». L'avenir nous prouvera jusqu'où elle compte rebrousser chemin.

Pour notre fraction, nous proposons d'affirmer ouvertement que nous ne voyons pas, actuellement, de base possible pour l'établissement d'une sérieuse communauté de travail avec l'Union. Nous sommes et restons vivement disposés à discuter avec elle pour autant qu'elle se délimite et ce afin que les camarades de l'Union ainsi que nos propres camarades puissent retirer de pareilles polémiques un peu plus de clarté.

JACOBS.

DANS LA FRACTION

Un article de discussion de Gatto Mammone

Une nouvelle vague de panique s'est donc abattue après la dénonciation par l'Allemagne du Traité de Locarno, et sa remilitarisation de la zone du Rhin.

L'Europe, devant ce nouveau « fait accompli », a montré un manque d'unité qui se révèle comme un symptôme beaucoup plus alarmant que « l'unanimité des 52 Nations » pour l'application des sanctions à l'Italie après le déclenchement de l'aventure abyssine. La divergence à peine estompée qui s'est manifestée à cette époque entre la Grande-Bretagne et la France, en liaison avec la politique de cette dernière s'orientant vers un compromis avec l'Italie, s'est accentuée au point qu'on en est arrivé à parler d'un « conflit » entre ces deux puissances. C'est maintenant l'Angleterre qui pratique une politique de compromis avec l'Allemagne.

Il ne fait aucun doute que l'Allemagne n'a pu effectuer son acte de force que parce qu'elle savait pouvoir compter sur un consentement tacite de la Grande-Bretagne. Du reste, celle-ci n'avait-elle pas permis, par l'accord naval de juin 1935, la reconstruction de la flotte allemande ? Et cela bien que sa suprématie relative sur les mers allait en subir les effets, les-

quels de potentiels vont devenir effectifs par suite du rythme de construction accéléré des unités allemandes.

Et ce n'est pas tout. Il est même question d'un accord aérien anglo-allemand qui viendrait surprendre l'Europe, comme ce fut le cas pour l'accord naval. Les sanctions contre le Reich, tant économiques que financières, ont été écartées, parce que les puissances locarniennes savaient bien que la réaction allemande aurait été plus effective que les fanfaronnades de Mussolini. L'Allemagne était aussi convaincue de n'avoir pas à craindre une application de sanctions qu'elle était certaine que la France ne recourrait pas seule à une action militaire.

Il est évident, et nous sommes tous d'accord à ce sujet, que des sanctions ou un acte de force aurait signifié le déclenchement du conflit mondial.

Les puissances de Locarno (Angleterre, France, Italie et Belgique), devant le « fait accompli » de l'Allemagne, accouchèrent péniblement d'une série de propositions-ultimatum, en même temps que la France et la Belgique, après avoir affirmé la perte de leur « sécurité » suite à l'occupation de la zone rhénane, réclamaient de la Grande-Bretagne la garantie